

ISSN : 2337-2052

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**

ROASEG

Volume 16 n°2 - Décembre 2023

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION
ROASEG
Volume 16-n°2**

**REVUE OUEST AFRICAINE
DE SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION**

**ROASEG
Volume 16
N°2**

Directeur de publication : Ahmadou Aly MBAYE
Directeur de rédaction : Ibrahima Samba DANKOCO
Rédacteur en chef : Ibrahima Thione DIOP
Ndiack Fall
Secrétaire de la Rédaction : Fama GUEYE

Conseil scientifique

Tidjani BASSIROU
Nadejo BIGOU-LARE
Ibrahima Samba DANKOCO
Adama DIAW
Jean-Jacques EKOMIE
Steven GOLUB
Dominique HAUGHTON
Gilbert NGBO AKE
Birahim Bouna NIANG
Bachir WADE
Barthélémy BIAO
Mohamed Ben Omar NDIAYE
Taladidia THIOMBIANO
Babacar SENE

**Revue Ouest Africaine
de Sciences Economiques et de Gestion**

© FASEG, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (UCAD, Dakar, Sénégal).

Tous les droits réservés pour les pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire partiellement ou totalement un article de la présente revue, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque motif que ce soi

CROISSANCE ECONOMIQUE ET INEGALITES DE REVENU DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : ROLE DES INSTITUTIONS.

Drissa SAWADOGO

Institut Burkinabè des Arts et Métiers (IBAM), Université Joseph Ki-Zerbo

Email : sawdriss2000@yahoo.fr

Résumé

Dans cet article, nous analysons la capacité des institutions à influencer les effets de la croissance économique sur les inégalités de revenu dans les pays en développement à partir d'un échantillon de 94 pays sur la période 1990-2014. En utilisant des spécifications en données de panel et des méthodes d'estimation adéquates (variables instrumentales), nous avons dans un premier temps apprécié les effets directs de la croissance sur les inégalités et dans un second temps, la capacité des institutions à influencer ces effets. Des résultats, il ressort de façon robuste qu'une amélioration du taux de croissance économique contribue à une répartition plus égalitaire des revenus. En d'autres termes, les pays à taux de croissance les plus élevés ont les niveaux plus faibles d'inégalités dans les revenus. En plus, ces résultats montrent clairement qu'en présence d'institutions solides, la croissance économique réduit davantage les inégalités, en permettant aux pauvres de profiter les fruits de la croissance. Ce qui implique que la mise en place de politiques efficaces de redistribution de revenu dans les pays en développement doit s'appuyer sur des politiques pro-croissances combinées à des institutions de meilleure qualité.

Mots clés : Inégalités de revenu, croissance économique, institutions, données de panel, pays en développement.

Classification J.E.L.: H23, E61, O11, O43

Introduction

En dépit d'une solide croissance du PIB réel depuis les années 2000, de fortes inégalités persistent dans les différentes régions du monde. Selon la Banque Mondiale (2018), les 1% des individus recevant les plus hauts revenus dans le monde ont profité deux fois plus de la croissance que 50% des individus les plus pauvres dont la part de revenu fluctue autour de 9% du revenu mondial depuis 1980. Ces inégalités ont cru à des rythmes différents avec des niveaux plus élevés dans les pays en développement. Ainsi, en 2016, la proportion du revenu national allant aux seuls 10% des plus hauts revenus était de 37% en Europe, 47% aux USA et d'environ 55% en Afrique sub-saharienne, au Brésil et en Inde (Banque Mondiale, 2018).

Plusieurs déterminants apparaissent dans la littérature théorique ou empirique pour expliquer ces inégalités de revenu. On peut citer à titre illustratif, la croissance démographique (Sahn et Stifel 2003), le niveau d'urbanisation ou de ruralisation de la population (Alderson et Nielsen 1999; Sahn et Stifel 2003), le niveau d'éducation ou de scolarisation (Barro, 2000; De Gregorio & Lee, 2002; Li, Squire, & Zou, 1998), l'ouverture au reste du monde à travers le degré d'ouverture commerciale (Barro, 2000), les aides extérieures (Bjørnskov 2010; Herzer et Nunnenkamp 2012). C'est dans ce cadre que le lien entre la croissance économique et les inégalités de revenu a fait l'objet d'une littérature abondante. L'explication des effets de l'accroissement du PIB sur les inégalités s'est faite par plusieurs canaux théoriques dont les principaux sont : (i) les modèles de politique économique à travers les différentes politiques de distribution (Alesina and Rodrik 1994; Meltzer and Richard 1981), (ii) l'instabilité sociopolitique (Alesina and Perotti 1996b; Anderson, Mellor, and Milyo 2008; R. Barro 2000; Rodrik 1999) ; (iii) les imperfections du marché de crédit (R. Barro 2000; Galor and Zeira 1993) (iv) le canal de l'épargne (Kaldor, 1957, Barro, 2000) et (v) le capital humain (Alesina and Perotti 1996b; Becker et al. 1990). Les différentes analyses empiriques ont donné des résultats contradictoires. Pour les uns, la croissance affecte négativement et de façon significative les inégalités (Alesina and Rodrik 1994; Clarke 1995; Deininger and Squire 1998; Perotti 1996; Venieris and Gupta 1986) tandis que pour d'autres, il y a un lien positif et significatif (Barro, 2000; Forbes, 2000; Li, Squire, & Zou, 1998). Aussi, plusieurs travaux ont abouti à aucun lien significatif entre croissance et inégalités (Benhabib and Spiegel 1994; Brandolini and Rossi 1995; Deininger and Squire 1998).

Outre ces différents mécanismes identifiés pour expliquer cette relation croissance et inégalité, les facteurs institutionnels sont apparus comme des variables déterminantes pour expliquer les différences dans l'ampleur et l'évolution des inégalités selon les pays ou selon les différentes régions du monde. Selon North (1994), « les institutions désignent les règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines ». Les études empiriques utilisent différentes mesures des institutions à savoir la qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficacité administrative, etc.), la protection des droits de propriété, le respect des contrats, la prévisibilité et l'efficacité de la justice, pour apprécier leurs effets sur les inégalités.

La gouvernance recouvre les normes, les traditions et les institutions à travers lesquelles un pays exerce son autorité sur le bien commun (Banque Mondiale 2000) . Elle met en évidence le comportement des acteurs et des mécanismes en place dans la gestion des ressources d'une communauté. La qualité de la gouvernance dépend des mécanismes de coordination entre l'Etat, le marché et la société civile. La gouvernance est bonne lorsqu'elle jouit d'une crédibilité basée sur la disponibilité et la transparence de l'information, de la responsabilisation des pouvoirs publics, le respect des règles, et la participation citoyenne à la prise de décision pour la collectivité (Kaufmann, Kraay, and Zoido-lobatn 1999). Dans le cas contraire, le manque de règles de droit, l'existence de la corruption, l'asymétrie d'informations, etc. seront dominants dans l'action collective. La mesure de la qualité de la gouvernance demeure une tâche assez difficile compte tenu de son caractère multidimensionnel. L'étude de (Kaufmann, Kraay, & Mastruzzi, (2004) a essayé de calculer un indice global de gouvernance comme la synthèse de six (6) indicateurs élaborés par la Banque mondiale: (i) la participation des citoyens et la responsabilisation qui mesure la possibilité de la population à la prise des décisions et au choix des gouvernants à travers les processus politiques, le niveau des libertés civiles et du respect des droits humains et politiques ; (ii) la stabilité politique et l'absence de violence pour apprécier par le nombre de coups d'Etat ou d'actes d'interruption des processus démocratiques et autres violences anticonstitutionnelles, (iii) l'efficacité des pouvoirs publics qui met en évidence les aspects liées à la qualité et à la disponibilité du service public, à l'efficacité de l'administration publique et à la crédibilité des gouvernants vis-à-vis de leurs engagements (iv) le poids de la réglementation qui apprécie la nature des politiques mises en œuvre , sources de régulations excessives, de distorsions au fonctionnement des marchés et d'entraves aux échanges commerciaux et l'amélioration du climat des affaires ; (v) l'état de droit qui mesure le niveau

de confiance et de respect de la loi, à l'application des contrats, à la crédibilité et à l'efficacité du système judiciaire et (vi) le niveau de corruption qui révèle le degré d'usage du service public pour générer des gains privés et personnels.

La plupart des analyses établissent un lien positif entre une redistribution plus égalitaire du revenu et la qualité élevée des institutions à travers différents indicateurs tels que la corruption (Andres and Ramlogan-Dobson 2011), la protection des droits de propriété (Carmignani 2010; Knack and Keefer 1997), la stabilité politique (Camacho, Perez-quiros, and Saiz 2006; Chong and Gradstein 2007b; Gyimah-Brempong 2002), la démocratie (Gradstein and Milanovic 2004; Hoff and Stiglitz 2004; Rodrik 1999), les facteurs historiques et coloniaux (Acemoglu and Robinson 2002b; Engerman and Sokoloff 2002; Morrison 2006; Sokoloff and Engerman 2000), le pouvoir de négociation inégale des acteurs (Bardhan and Howe 2001; Hoff and Stiglitz 2001). D'autres études ont abouti à des résultats contradictoires. A ce titre, Dreher & Gaston (2008) ont montré une aggravation des inégalités de revenu avec un renforcement de la démocratie sur un échantillon de pays de l'OCDE. Dans le même ordre d'idées, Chong & Calderón (2000) montrent avec un échantillon de 70 pays qu'une qualité élevée des institutions accroît les inégalités dans les pays riches. Li, Xu, & Zou (2000) aboutissent à une relation en U inversé entre la corruption et l'inégalité des revenus.

La diversité des études sur la relation inégalité-croissance et inégalité-institutions a abouti à des résultats empiriques assez divergents selon les zones et les périodes concernées, le niveau de robustesse des indicateurs et des outils d'analyses utilisées, et la nature des relations fonctionnelle des modèles. La qualité des institutions influence-t-elle la capacité de la croissance à réduire les inégalités de revenu dans les pays en développement ? Quel est l'effet de la croissance économique sur ces inégalités dans les pays en développement ? Comment les facteurs institutionnels affectent-ils la sensibilité des inégalités par rapport à la croissance dans ces pays ? Bien que la plupart des études aient analysé les effets de la croissance ou des institutions sur les inégalités de revenu, elles se sont plus intéressées à mesurer les effets directs de la croissance ou de la qualité des institutions sur les inégalités tout en négligeant les analyses de l'effet de leur interaction. L'objectif général de cet article est d'analyser l'effet de l'interaction entre les institutions et la croissance sur la réduction des inégalités dans les pays en développement sur la période 1990-2014. De façon spécifique, il s'agira : (i) de mesurer l'effet de la croissance sur ces inégalités, (ii) d'apprécier l'aptitude des institutions à favoriser la contribution de la croissance à la réduction des inégalités de revenu.

La suite de l'article est organisée autour de quatre sections. La section 2 essaie de faire une synthèse des travaux sur la relation croissance-égalité et le rôle des institutions. La section 3 traite de la méthodologie, ainsi que des données utilisées pour analyser l'effet de l'interaction entre la croissance et la qualité des institutions sur les inégalités de revenu. La section 4 contient les résultats empiriques, suivis d'un bref résumé et conclusions de la section 5.

2. Revue de littérature

La revue concerne les déterminants des inégalités de revenu de façon générale et la relation entre croissance et égalité.

2.1. Institutions et croissance

Les facteurs classiques de la croissance tels que le capital physique, le travail, le capital humain ne suffisent pas pour expliquer l'expérience des pays en développement, d'où l'apparition des explications institutionnelles ou de gouvernance.

A la question de l'impact des facteurs institutionnels sur la croissance, la littérature économique est quasi-unanime quant à l'effet positif et durable de la bonne gouvernance. Elle est bénéfique à la création de richesses nationales à travers, d'une part son effet accélérateur des investissements par la réduction des incertitudes dans l'environnement et d'autre part le renforcement des secteurs de production. Cela va favoriser l'accumulation du capital et la croissance. La gouvernance a été un facteur significatif dans l'explication des faibles performances économiques des pays africains. L'instabilité politique, la division ethnique, la mauvaise qualité des institutions et politiques publiques, la corruption, la bureaucratie ont eu un impact négatif sur la croissance économique des pays au sud du Sahara (Collier and Gunning 1999). En effet, l'instabilité politique accroît les risques et les incertitudes, défavorables aux décisions d'investissements privés nationaux ou étrangers (Alesina & Perotti, 1996; Azam, Berthélemy, & Calipel, 1996; Barro, 1991). Elle influence négativement la productivité globale des facteurs dans les pays africains (Guillaumont, Guillaumont Jeanneney, and Brun 1999). Aussi, la qualité des règles juridiques et des institutions politiques est déterminante dans la sécurisation des investissements (Barro & Sala-i-Martin, 2004). Le cas des pays africains est souvent caractérisé par une cohabitation du droit coutumier avec le droit moderne et des problèmes d'indépendance de la justice.

Les effets néfastes de la corruption sur les performances économiques ont également été mis en évidence dans plusieurs études. Jain (2001) identifie les trois (3) canaux de diffusion de la

corruption : (i) la corruption de l'élite politique et dirigeante, (ii) les pratiques de corruption dans l'administration et (iii) la corruption du législateur, qui favorisent des décisions, des pratiques et des lois privilégiant certains intérêts égoïstes personnels au détriment du bien-être collectif.

Cette corrélation négative entre la croissance et la corruption est diversement expliquée. La corruption détériore la productivité de facteurs de production et réduit le volume et l'efficacité des investissements (Gyimah-Brempong, 2002). Ses effets en termes de distorsion dans le fonctionnement des marchés, d'accroissement des coûts de transactions et de développement des activités de rente, sont des facteurs limitant de la croissance. Aussi, il en résulte une mauvaise allocation des ressources matérielles et humaines car les dépenses publiques sont canalisées vers des investissements non productifs. Dans la même logique, les travaux de Gupta et al. (2002) montrent que la corruption a un effet de taxe d'inefficacité que des agents économiques payent, accroissant ainsi les coûts de production. Il faut souligner que certaines conditions sont favorables à l'ancrage de la corruption. Il s'agit entre autres du manque de clarté dans les règles, de la faible transparence dans l'action publique, de la multiplicité des contrôles, du niveau bas des salaires dans des administrations parfois pléthoriques (Ades and Di Tella 1999; Kaufmann and Siegelbaum 1996; Rijckeghem and Weder 2001; Rose-ackerman 1997; Tanzi and Davoodi 1997). Même si plusieurs études ont montré que la corruption nuit à la croissance, certains auteurs ont mis en évidence ses effets bénéfiques sur la croissance par sa capacité à réduire les coûts de transactions, à accélérer certains processus et mécanismes, augmentant ainsi l'efficacité globale de l'économie.

Concernant la démocratie, plusieurs études ont montré son impact positif sur la croissance économique. Selon Kaufman & Watkins (1996), la démocratie concerne le « comment » de la gouvernance. Ses travaux mettent en évidence son lien positif avec la création de richesses. En effet, l'auteur montre que les pays les plus riches caractérisés par un PIB par habitant plus élevé ont les régimes les plus démocratiques. Les explications résident dans le fait que ce mode de gouvernance crée des conditions favorables à l'investissement car il renforce les droits économiques par l'atténuation des comportements arbitraires et néfastes, et des risques d'instabilité. Aussi, les effets indirects de la démocratie sur la croissance sont également mis en évidence. Elle permet de combattre la corruption par la mise en place de mécanismes plus efficaces de diffusion de l'information et d'appréciation de la responsabilité des gouvernants vis-à-vis de leur peuple. Aussi, elle favorise des politiques orientées vers les besoins

fondamentaux de la population. On aboutit par conséquent à des dépenses productives dans l'éducation et la santé, facilitant une accumulation du capital humain un levier majeur pour la croissance. Mais, il faut noter le manque de consensus autour de la relation croissance et démocratie. Les travaux de Tavares & Wacziarg (2001) montrent que la démocratie influence négativement la croissance économique dans les pays en développement. Ces auteurs expliquent cela par le fait que, si les besoins de base des populations sont énormes (électeurs pauvres), on aura un accroissement des dépenses publiques par l'augmentation des salaires au détriment des dépenses des investissements, affectant négativement la croissance.

2.2. Croissance et inégalités de revenu

Le débat sur la nature de la relation entre la croissance et les inégalités est toujours d'actualité avec des résultats contradictoires à travers plusieurs études empiriques. Le lien est positif pour les uns, négatif pour les autres avec des divergences sur le caractère linéaire ou non de la relation entre les inégalités et la croissance. Les premières explications proviennent des travaux de Kuznets (1955) qui établissent une relation entre les inégalités et le niveau de développement d'un pays. Dans le processus, les phases initiales du développement (économie agricole) sont plus égalitaires mais l'étape de l'industrialisation s'accompagne d'abord d'une hausse des inégalités qui s'inverse par la suite avec une réduction de celles-ci pour les niveaux de développement plus élevés. Il établit une relation positive à long terme entre la croissance et les inégalités. Mais les tests empiriques sur cette courbe de Kuznets ont abouti à des résultats assez contradictoires.

Les analyses de Alesina & Rodrik (1994) à partir d'un modèle de politique économique montrent une corrélation négative entre les inégalités de revenu et de propriété foncière et la croissance quelque soit le degré de démocratisation du pays. Persson & Tabellini (1994), Clarke (1995) ont abouti à des résultats similaires à partir de données en panel et de données longitudinales. Dans le même ordre d'idées, Deininger & Squire (1998) révèlent l'existence d'une relation négative entre la croissance à long terme et les inégalités dans les pays pauvres à l'inverse des pays développés où ce lien n'est pas statiquement significatif. Cela s'explique par le fait que les actions en faveur des pauvres ont un double effet à savoir une croissance plus élevée combinée à une réduction de la pauvreté.

Ces résultats ont par la suite été remis en cause par d'autres travaux empiriques. Ainsi, Barro (2000) aboutit à une relation inexistante ou faiblement significative entre les inégalités de revenu et la croissance sur des données de panel. Il met en évidence un lien positif entre

croissance et inégalités du fait de leur complémentarité dans les pays pauvres contrairement aux pays riches où cette corrélation est négative et résulte d'un arbitrage entre les deux variables. Les travaux de Li et al. (1998) et Forbes (2000) révèlent une relation positive entre les inégalités de revenu et la croissance économique. En plus le caractère linéaire des modèles précédemment utilisés pour cette relation est contesté (Banerjee & Duflo, 2003; Barro, 2000).

Plusieurs canaux théoriques ont été identifiés dans la littérature pour caractériser le lien inégalité et croissance. Dans un modèle de sous-emploi, Kaldor (1957) montre que l'accroissement des inégalités et des revenus des plus riches augmente l'épargne qui affecte positivement l'investissement et la croissance. Ces résultats ont été confirmés par l'analyse keynésienne qui conclue qu'une redistribution de revenu favorable aux pauvres baisse le taux d'épargne globale et l'investissement. Dans cette logique la hausse des inégalités améliore l'investissement et la production de l'économie car une forte concentration de capitaux est bénéfique du fait des coûts parfois très élevés des investissements (Barro, 2000).

L'analyse a également utilisé l'approche par les modèles d'économie politique qui ont la spécificité de rendre endogène les différentes politiques de redistribution mesurées par les mesures de transferts sociaux, les dépenses publiques (éducation, santé, etc.), les politiques fiscales favorables aux pauvres. Pour Meltzer & Richard (1981), l'inégalité a un effet négatif sur la croissance car elle favorise la mise en œuvre des actions de redistribution. Pour eux, le type de régime politique et le degré de démocratisation de la société influencent le caractère égalitaire des politiques. En effet, plus les inégalités sont élevées plus la redistribution de revenu est forte moins les individus sont incités à travailler ; ce qui affecte négativement la croissance. Alesina & Rodrik (1994) ont développé des modèles théoriques similaires par le canal du taux d'imposition qui influence aussi bien la redistribution que les dépenses publiques. Pour ces auteurs, l'augmentation des inégalités accroît le taux de prélèvement fiscal qui nuit à la croissance pour des niveaux élevés d'imposition ; Cependant, l'effet de ces prélèvements fiscaux et des dépenses publiques est positif sur la création de richesses si ce niveau d'imposition est faible.

L'autre canal pour expliquer la relation inégalité et croissance est l'instabilité sociopolitique. Plus les inégalités sont élevées, plus s'accroît l'instabilité sociopolitique qui est nuisible à la croissance économique. Cela s'explique par une baisse des investissements due à une remise en cause des droits de propriété (Alesina & Perotti, 1996; Barro, 2000), une baisse du financement public (Putman, 2000), une réduction du consentement à financer les biens

collectifs de la part de la population (Anderson et al, 2008), des difficultés à adopter les réformes indispensables à la croissance (Rodrik 1999) du fait de l'instabilité politique ou du manque de cohésion sociale.

Le canal des imperfections du marché de crédit est aussi utilisé pour expliquer la relation croissance et inégalités. Les distorsions du marché affectent négativement la croissance par la faiblesse des investissements en capital humain compte tenu des difficultés d'accès aux ressources financières pour les pauvres. Dans une société inégalitaire, les agents à bas revenu ont une faible capacité à investir et à exploiter les opportunités à l'inverse des riches (Galor and Zeira 1993). Dans leur modèle, ces auteurs montrent que les inégalités ont un effet plus élevé sur la croissance des pays pauvres où les contraintes financières des ménages pour s'instruire sont plus élevées à l'inverse des pays développés.

Enfin, le taux de fécondité est aussi une autre explication théorique de l'impact négatif des inégalités sur la croissance (Becker et al. 1990; Perotti 1996). Pour Alesina et Perotti (1996) les inégalités fortes sont favorables à un taux de fécondité élevé qui retarde la croissance économique. L'explication réside dans la nature de l'arbitrage entre l'éducation et la fécondité. L'investissement en capital humain (éducation) est déterminant pour la croissance mais ses effets positifs sur la création de richesse ne sont perceptibles que si le taux de fécondité est maîtrisé (Becker et al. 1990). Cette thèse est confirmée par les tests empiriques de Perotti (1996) qui, à partir d'un premier modèle à équations simultanées, aboutit à l'existence d'un lien positif entre inégalités et fécondité et d'un lien négatif entre fécondité et croissance. Dans le second modèle, il conclut à une relation négative entre inégalités et investissement en capital humain et positive entre les variables investissement et croissance.

2.3. Institutions et inégalités de revenu

L'importance des institutions dans le développement économique des nations est largement reconnue dans la littérature (Acemoglu 2002; Hall and Jones 1999; Knack and Keefer 1994). Ainsi, il ressort des différents travaux que des institutions de bonne qualité contribuent significativement à la réduction des inégalités de revenu. A ce titre, plusieurs indicateurs institutionnels liés à la corruption, à la démocratie, à l'efficacité administrative, à la stabilité sociopolitique, à l'Etat de droit et à d'autres indices de gouvernance sont utilisés dans les tests empiriques pour mesurer leurs effets sur la redistribution des revenus.

Pour Andres & Ramlogan-Dobson (2011), la corruption est source de fortes inégalités du fait qu'elle modifie la structure des dépenses sociales au profit des couches les plus riches de la

population. Aussi, ces auteurs trouvent que les évasions et exonérations fiscales du fait de la corruption sont bénéfiques aux plus riches, transférant ainsi les charges fiscales sur les pauvres, aggravant les inégalités de revenu.

Plusieurs études ont abouti à une corrélation négative entre la qualité des institutions et l'inégalité des revenus c'est-à-dire une faible qualité des institutions conduit à des inégalités plus fortes de revenu (Chong & Gradstein, 2007; Gyimah-Brempong, 2002). Les études de Chong et Gradstein (2007) sur un panel de plus de 100 pays à partir d'un certain nombre d'indicateurs institutionnels mettent en évidence que la stabilité de la démocratie et des institutions réduit significativement les inégalités dans la redistribution de revenu. Des résultats similaires sont obtenus par Carmignani (2010) qui a montré que la faiblesse des institutions accroît les inégalités en utilisant les droits de propriété comme variable institutionnelle. La faible qualité des institutions est source d'inefficience des marchés, de mauvaise allocation des ressources (Tebaldi and Mohan 2010) et crée un environnement d'insécurité pour les droits de propriété (Knack and Keefer 1997), générant ainsi plus d'inégalité et de pauvreté. Mais d'autres travaux ont remis en cause ces résultats. A ce titre, Chong & Calderón (2000) à partir de données transversales sur un échantillon de 70 pays montrent que des institutions de bonne qualité aggravent les inégalités de revenu dans les pays riches à l'inverse des nations pauvres.

Dans la même logique, la relation entre démocratie et inégalité a fait l'objet d'analyses. En effet, la démocratie contribue davantage à la redistribution et génère moins d'inégalités dans un pays (Gradstein and Milanovic 2004; Rodrik 1999). Un accès plus égalitaire du revenu est primordial pour mettre en place des institutions de qualité (Chong and Gradstein 2007a; Hoff and Stiglitz 2004; Sonin 2003). En l'absence de démocratie, les élites économiques et politiques influencent la mise en place et le fonctionnement des institutions qui préservent leurs intérêts par des activités de rente ; ce qui est source de gaspillage des ressources affectant négativement le processus de développement. Par contre, Dreher & Gaston (2008) établissent un lien positif entre le niveau de démocratisation et l'augmentation des inégalités à partir d'un échantillon de pays de l'OCDE.

Sokoloff & Engerman (2000; 2002) ont identifié le profil et les facteurs historiques comme la principale cause des inégalités dans les économies postcoloniales. Les mécanismes institutionnels mis en place pour exploiter l'abondance des ressources (main d'œuvre, ressources naturelles, fertilité des sols, etc.) expliquent historiquement les inégalités de revenu

dans ces pays. Les élites coloniales ont facilité l'installation d'institutions en Afrique et en Amérique latine, favorables à un système économique profitable à une minorité de prédateurs, renforçant ainsi des politiques inégalitaires de redistribution de revenu. En outre, cette situation a été entretenue même après les indépendances. A titre illustratif, on a eu l'accaparement des ressources agricoles et minières par la minorité blanche au détriment des autochtones en Afrique du sud (Acemoglu & Robinson, 2002) , le jeu de la concurrence des marchés agricoles et l'extraction des ressources naturelles sont faussés au profit des élites politiques et économiques et leurs clients en zone urbaine ou les entreprises multinationales (Morrison 2006). Ainsi, les exploitants agricoles sont contraints de vendre leurs productions à des prix inférieurs aux prix du marché à des intermédiaires (offices de commercialisation mandatés par l'Etat) (Bates 1988), la coexistence d'un système de rente et l'exploitation des ressources naturelles par les entreprises privées ou publiques au détriment de la majorité de la population dans certaines régions de l'Afrique sub-saharienne (Milanovic 2003).

D'autres auteurs ont établi un lien entre la persistance des institutions inefficaces et l'inégalité dans le pouvoir de négociation des acteurs concernés (Bardhan & Howe, 2001 ; Hoff & Stiglitz, 2001 ; Busch et Muthoo, 2010). A partir de la théorie des jeux, Bardhan & Howe (2001) montrent avec un modèle de négociation de Nash que le changement institutionnel favorable à la création de richesse génère des perdants et des gagnants potentiels. Mais les perdants seront réticents au changement institutionnel même s'il peut déboucher sur un équilibre social au sens de Pareto. Dans le même ordre d'idées Busch et Muthoo (2010) avec un modèle où deux acteurs ont la possibilité de négocier un changement d'institutions pour améliorer l'efficacité et l'égalité. Ils concluent que la volonté des acteurs à soutenir le changement institutionnel dépend de l'anticipation qu'ils font de leur futur pouvoir de négociation ou du rapport de force avec les nouvelles institutions. Plus les inégalités dans les pouvoirs de négociation sont élevées, plus le passage à des institutions efficaces et favorables à des politiques plus égalitaires est difficile. La conséquence est donc la persistance des inégalités de revenu.

Dans ce contexte, le processus de démocratisation serait une condition nécessaire pour mener des politiques plus égalitaires au profit des pauvres. La démocratisation influence le niveau des inégalités de revenu par la modification du fonctionnement du système de droits de propriété, des pouvoirs de négociations des différents acteurs. A titre illustratif, Rodrik (1999) et Acemoglu & Robinson (2002) montrent que la démocratie baisse les inégalités au profit

des salariés à travers les réformes institutionnelles sur le marché du travail par le droit des travailleurs à s'organiser pour accroître leur pouvoir de négociation, l'instauration d'un salaire minimum, l'amélioration des conditions d'embauche et de licenciements.

3. Données, faits stylisés et méthodologie

Cette section présente, le modèle économétrique ainsi que les variables, les données et la stratégie d'identification utilisées.

3.1. Modèle empirique et stratégie d'identification

Dans cette section, nous explorons le lien entre croissance économique et les inégalités de revenu dans les pays en développement. Notre modèle économétrique s'inspire du modèle développé par Alesina et Perotti (1996) pour analyser la relation empirique entre l'instabilité sociopolitique et les inégalités de revenu sur un panel de 72 pays sur la période 1960-1985. Ainsi, pour tester l'effet de la croissance économique sur l'inégalité de revenu, nous estimons une régression en panel de la forme suivante :

$$GINI_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 Croissance_{it-1} + \alpha_2 X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où, i et t représentent respectivement le pays de l'échantillon et la période. $GINI$ est un indicateur de l'inégalité de revenu, $Croissance_{it-1}$ indique le taux de croissance de PIB réel par tête retardée pour chaque pays de l'échantillon. Cette variable est retardée d'une année pour tenir compte du temps qu'il faut à la croissance réalisée pour impacter les inégalités de revenu. X est l'ensemble des variables de contrôle utilisées dans les régressions. Ces variables sont celles décrites ci-dessus dans l'identification de nos variables. Dans l'équation (1) le terme d'erreur ε_{it} est une variable aléatoire non observable d'espérance mathématique nulle et α_1 est notre coefficient d'intérêt et détermine l'effet direct de la croissance économique sur les inégalités de revenu. Ainsi, si $\alpha_1 < 0$, alors la croissance économique de l'année passée agit dans le sens de la baisse des inégalités de revenu de cette année dans notre échantillon d'étude et si $\alpha_1 > 0$, alors la croissance économique renforce les inégalités.

Pour apprécier l'importance de la qualité des institutions dans la relation entre la croissance économique et les inégalités, nous spécifions une version augmentée de l'équation (1) comme suit :

$$GINI_{it} = \beta_0 + \beta_1 Croissance_{it-1} + \beta_2 Croissance_{it-1} * Z_{it} + \beta_3 Z_{it} + \beta_4 X_{it} + \mu_{it} \quad (2)$$

Où Z_{it} représente les variables conditionnelles spécifiques pour le pays i période t . Ces variables conditionnelles mesurent la qualité des institutions que sont : la stabilité politique et absence de la violence, l'état de droit et le caractère démocratique des institutions politiques (Voix et responsabilité). Ainsi, si $\beta_1 < 1$ et $\beta_2 < 0$, alors la croissance économique a un lien négatif avec les inégalités de revenu et un coefficient négatif pour la variable Z_{it} indiquant que ce dernier amplifie alors l'effet de la croissance sur la réduction des inégalités. Aussi, si $\beta_1 < 1$ et $\beta_2 > 0$, alors la qualité des institutions Z_i atténue l'impact négatif de la croissance économique sur les inégalités de revenu.

L'évaluation de l'influence de la croissance sur les inégalités de revenu soulève un certain nombre de problèmes. D'abord, le biais d'endogénéité est le premier et potentiellement le plus important problème à traiter. Ce problème peut provenir de plusieurs sources. Tout d'abord, la causalité inverse, allant de l'inégalité de revenu vers la croissance économique est un problème grave, car il pourrait entraîner un biais statistique dans le coefficient estimé de la croissance économique, les estimations en moindres carrés exagérant son impact sur les inégalités de revenu. Ensuite, notre mesure de la croissance économique pourrait être corrélée à des déterminants omis de la régression des inégalités de revenu sur la croissance. Dans ce cas, l'estimateur MCO pourrait attribuer les effets de ces variables omises à la croissance économique, suggérant un biais statistique similaire à la causalité inverse. Enfin, un biais d'endogénéité peut résulter d'erreurs de mesure dans les variables explicatives. Afin de contrôler cet éventuel biais de simultanéité, nous faisons appel à la technique des variables instrumentales (IV), permettant d'isoler l'effet de la composante exogène de la croissance économique sur les inégalités de revenu. Cette technique nécessite l'identification de variables qui expliquent mieux le proxy de la croissance économique par tête et qui n'ont pas d'impact direct sur les inégalités de revenu. Ainsi, nous instrumentons le taux de croissance économique par le taux de pluviométrie retardé d'une période, en nous basant sur les travaux de Brückner (2012). En effet, la pluviométrie a été utilisée par (Brückner 2012) comme instrument de la croissance économique pour analyser l'impact de la croissance économique et de la taille du secteur agricole sur le taux d'urbanisation. De plus, puisque les autres variables explicatives peuvent être également soumises au biais d'endogénéité, nous instrumentons l'intégralité des variables de contrôle.

3.2. Description et analyse statistique des données

Notre échantillon comprend 94 pays en développement sur la période 1990-2014, subdivisée en sous périodes de cinq ans chacune. Les données ont été calculées en moyennes sur des périodes de 5 ans sans chevauchement, de sorte que, si les données le permettent, il y a 5 observations par pays 1990-1994, 1995-1999, 2000-2004, 2005-2009 et 2010-2014. Le choix de la période et de l'échantillonnage est dicté par la disponibilité des données sur les variables d'intérêt. Aussi, l'utilisation des moyennes quinquennales plutôt que des données annuelles permet, non seulement d'exploiter la dimension de série chronologique des données et mais aussi de traiter rigoureusement les problèmes de simultanéité. En plus, elle permet de se concentrer sur les relations de long terme (Beck et Levine 2004). Cette sous-section décrit les variables et fournit les statistiques récapitulatives.

Mesure des inégalités de revenu

Pour mesurer le degré d'inégalité de revenu, cette recherche utilise les données sur les coefficients de Gini obtenus de Standardized World Income Inequality Database (SWIID) généré par Solt, (2014). En effet, la technique de SWIID combine des informations provenant de l'étude de Luxembourg Income Study (LIS) avec les données de World Income Inequality Database (WIID) de l'Institut Universitaire des Nations Unies pour l'Economie du Développement (UNU-WIDER)¹ pour créer un ensemble de données améliorées avec une couverture plus grande que les données LIS et une plus grande comparabilité que les données de UNU-WIDER. SWIID fournit des estimations comparables de l'indice de Gini de l'inégalité des revenus nets et des revenus de marché pour 174 pays ainsi que des mesures de redistribution absolue et relative. L'inégalité de revenu net mesure les inégalités à partir des revenus après prélèvement des impôts et des transferts tandis que l'inégalité de revenu de marché prend en compte les revenus avant prélèvement des impôts et des transferts. Ainsi, nous utilisons donc l'inégalité des revenus nets dans nos analyses économétriques qui sont mieux adaptés à la recherche transnationale sur l'inégalité des revenus que les sources précédemment disponibles (Solt 2009). Par ailleurs, le coefficient de Gini est le plus couramment utilisé des mesures de l'inégalité de revenu d'un pays et peut être utilisé pour comparer les inégalités de revenus entre les pays. Le coefficient de Gini est préféré aux mesures alternatives, parce que les données pour cet index sont plus faciles à obtenir et peut plus facilement être traduit en termes de bien-être social (Berrebi et Silber 1987).

¹ United Nations University-World Institute for Development Economics Research

Mesure de la croissance économique

Notre mesure de croissance économique est le taux de croissance du PIB réel par tête. Il est l'indicateur le plus fréquemment utilisé dans les travaux scientifiques du fait qu'il permet de prendre en compte la croissance de la population. L'hypothèse qui sous-tend l'utilisation de cette mesure est que son augmentation traduit non seulement un accroissement de la richesse nationale, mais une améliore aussi la capacité de financement de l'Etat. Ainsi, une hausse du PIB réel par tête est favorable à un accroissement des dépenses sociales qui permettent plus de redistribution et donc une réduction des inégalités.

Les variables institutionnelles

Comme indiqué précédemment, la relation entre croissance économique et inégalité de revenu peut être conditionnée par un certain nombre de paramètres institutionnels. Dans cette étude, nous utilisons des indicateurs de *The Worldwide Governance Indicators (WGI) project*, de Kaufmann Kraay et Mastruzzi comme indicateur de la qualité institutionnelle. Ainsi, nous retenons 4 indicateurs institutionnels que sont le Contrôle de la corruption (CC), la stabilité politique et l'absence de la violence (terrorisme), l'état de droit (RL) et le caractère démocratique des institutions politiques (Voix et responsabilité). L'indicateur du contrôle de la corruption (CC) mesure l'abus des pouvoirs publics à des fins lucratives, y compris la grande et la petite corruption (et le détournement des biens publics par les élites). La stabilité politique et absence de violence / terrorisme saisit les perceptions de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence et le terrorisme motivés par des considérations politiques. L'état de droit (RL) indique les perceptions selon lesquelles les agents font confiance aux règles de la société et les respectent. Il capte en particulier la qualité de la mise en application des contrats, la police et les tribunaux, y compris l'indépendance juridique et l'incidence de la criminalité. Enfin, l'indicateur voix et responsabilité saisit les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays peuvent participer au choix de leur gouvernement, ainsi que de la liberté d'expression, de la liberté d'association et de la liberté des médias. Ces indicateurs de gouvernance sont essentiellement qualitatifs et leur mesure est rapportée à une échelle allant de -2,5 à +2,5 : les valeurs les plus élevées correspondent aux meilleures performances estimées en matière de gouvernance².

² Pour plus de détail, voir Kaufmann et al. (2016)

Enfin, nous contrôlons plusieurs autres variables utilisées comme déterminants des inégalités. A ce titre, nous utilisons l'inflation, la proportion des terres arables, la population rurale, la valeur ajoutée du secteur agricole, taux de croissance de la population, l'IDE, l'abonnement aux téléphones mobiles pour 100 personnes et crédits bancaires au secteur privé. Les données pour les variables de contrôle proviennent de la base de données de *World Development Indicator* (WDI) de la Banque mondiale et à l'exception de l'indice du capital humain, l'ouverture commerciale et les dépenses gouvernementales par habitant qui sont tirées de *Penn World Table 8*.

Tableau 1 : Définition des variables et sources

Variables	Définitions	Signe attendu	Source
GINI	Coefficient permettant de mesurer le niveau d'inégalité de la répartition du revenu ou des dépenses de consommation des ménages. L'indice de Gini varie de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 une inégalité parfaite.		Standardized World Income Inequality Database (SWIID) généré par Solt (2014)
Taux de croissance du PIB par tête	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	-	Indicateurs du développement dans le monde (WDI), 2014, Banque Mondiale
Inflation	Inflation, prix à la consommation (% annuel)	+	
Terre arable	Terres arables (% du territoire)	-	
Ruralisation	Population rural (% de la population totale)	-	
Valeur ajoutée agricole	Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)		
Taux de croissance de la population	Croissance de la population (% annuel)	+	
Ouverture commerciale	Somme des importations et des exportations rapportées au PIB (%)	-	
IDE	Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)	+	
Abonnements cellulaires mobiles pour 100 personnes	Abonnements à la téléphonie mobile (pour 100 habitants)	-	
Indice du capital humain	Indice de capital humain par personne, basé sur le nombre d'années de scolarité (Barro / Lee, 2012) et le rendement de l'éducation (Psacharopoulos, 1994)	-	Penn World Table, version 8.0
Consommation gouvernementale par habitant	Part de la consommation gouvernementale dans le PIB converti en PPA par habitant aux prix constants de 2005	-	Penn World Table, version 7.1
Crédit bancaire au secteur privé	Crédit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB)	-	Beck et coll. (2015)
Contrôle de corruption	Indique dans quelle mesure le pouvoir public est exercé à des fins privées (y compris les formes mineures et majeures de corruption), ainsi que la « capture » de l'État par les élites et des intérêts privés	-	Kaufmann et coll. (2015)
Stabilité politique et absence de violence	Indique les perceptions de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence politique ou le terrorisme	-	
L'état de droit	Mesure le degré de confiance des agents de la force publique dans le respect des règles de la société, en particulier de la qualité de l'exécution des contrats, de la police et des tribunaux, ainsi que des risques de criminalité et de violence	-	
Voix et responsabilité	Mesure dans quelle mesure les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leur gouvernement, ainsi qu'à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté des médias	-	
Pluviométrie	Mesure les précipitations annuelles	-	National Aeronautics and Space Administration (NASA) Global Precipitation Climatology Project (GPCP), version 2.1 (Adler et al., 2003).

Source : Fait par l'auteur

3.3. Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'analyse sont présentées dans le tableau 2. Le coefficient de Gini de notre échantillon va de 22,92 (Belarus) à 60,7 (Swaziland) avec une valeur moyenne de 52,049. Ainsi, nous pouvons dire que la distribution des pays de notre échantillon par rapport à l'indice de Gini est relativement homogène car le coefficient de variation est faible (17,37%). S'agissant de la croissance, elle va de -24,214% (Georgia) à 24,926 (Liberia) avec une moyenne du taux de croissance de PIB par tête de l'échantillon de 3,991 (Guyana). Cependant, comme indiqué dans le tableau 2, il existe des variations significatives dans la croissance du PIB par tête pour les différents pays de notre échantillon.

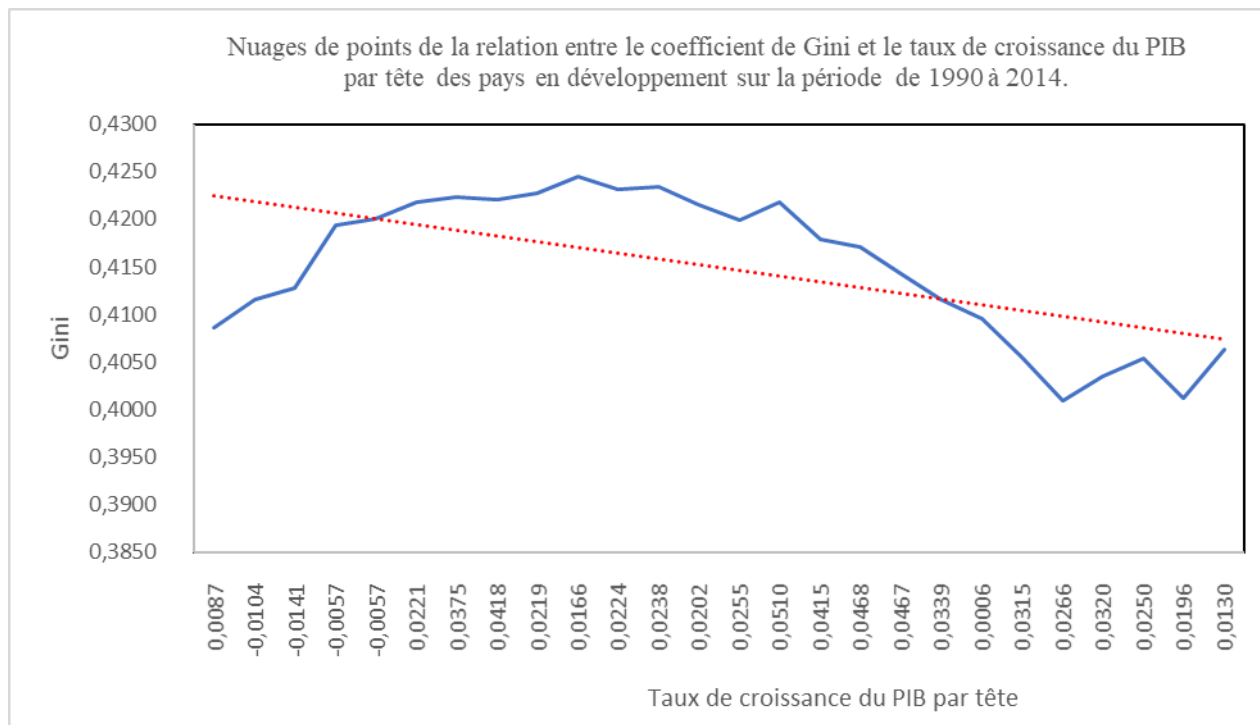
Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables

Variabes	Obs	Moy.	Std, Dev,	Min	Max
GINI	424	42,049	7,3046	22,92	60,7
Taux de croissance du PIB par tête	489	2,121	3,916	-24,214	24,926
Inflation	290	78,3431	584,549	0,410	8603,275
Terre arable	497	14,486	13,917	0,043	68,867
Ruralisation	500	53,830	19,728	11,124	93,400
Valeur ajoutée agricole	457	20,254	13,853	2,068	81,517
Taux de croissance de la population	500	1,722	1,244	-3,673	6,127
Indice du capital humain	353	2,172	0,5041	1,1359	3,2445
Ouverture commerciale	294	70,698	31,664	0,218	229,638
Consommation gouvernementale par habitant	493	12,594	9,5371	1,807	65,483
IDE	481	-1,964	10,403	-169,77	14,459
Abonnements cellulaires mobiles pour 100 personnes	498	29,512	40,3150	0	158,549
Crédit bancaire au secteur privé	475	29,927	30,495	1,7815	353,535
Contrôle de corruption	400	-0,5446	0,5351	-1,619	1,123
Stabilité politique et absence de violence	398	-0,474	0,7957	-2,608	1,1735
L'état de droit	400	-0,548	0,5843	-1,927	1,028
Voix et responsabilité	400	-0,4156	0,7355	-2,1987	1,2347
Pluviométrie	500	1296,333	934,869	27,094	4209,316

Source : Auteur à partir des données

Le graphique 1 représente le nuage de points de la relation entre inégalité de revenu et croissance économique dans notre échantillon de pays sur la période de 1990 à 2014. Ainsi, l'allure de la courbe des nuages de points et la droite d'ajustement montre une relation négative entre croissance et inégalité de revenu. Les analyses économétriques ci-dessous permettront de confirmer cette relation.

Graphique 1 : Nuages de points de la relation entre le coefficient de Gini et le taux de croissance



Source : Auteur à partir des données

4. Les résultats des estimations

Nous analysons dans un premier temps l'effet de la croissance sur les inégalités de revenu et dans un second temps l'effet des institutions sur la capacité de la croissance à réduire les inégalités.

4.1. Analyses de l'effet de la croissance économique sur les inégalités de revenu.

Le tableau 3 présente les résultats de l'analyse en panel avec effet fixe de l'effet de la croissance économique sur l'inégalité de revenu. Nous présentons d'abord les résultats d'estimations avec l'estimateur MCO obtenus à partir du logiciel STATA. Ainsi, conformément aux conclusions d'études empiriques antérieures, les résultats des régressions présentés dans le tableau 3 montrent qu'une augmentation de croissance économique entraîne une réduction des inégalités de revenu sur la période 1990-2014. Nous contrôlons d'abord le niveau d'inégalités retardé d'une période (colonnes 1), le taux d'inflation, la proportion des terres arables et la population rurale (colonne 2). Ensuite, la valeur ajoutée du secteur agricole, la croissance de la population et le capital humain (colonne 3). Enfin, l'ouverture

commerciale, des dépenses publiques (colonne 4), les IDE, la pénétration de téléphonie mobile et le crédit bancaire au secteur privé (colonne 5). Le coefficient associé à la croissance économique est négatif dans toutes les régressions et varie de 0.068 à 0.117. Plus précisément, une augmentation de la croissance du PIB par habitant de 1 point de pourcentage induit une diminution des inégalités de revenu de 0,117% dans les pays en développement. S'agissant des variables de contrôle, on note que le capital humain, la ruralisation et les IDE réduisent les inégalités tandis que l'inflation et les dépenses gouvernementales accentuent les inégalités dans notre échantillon de pays en développement.

Tableau 3: Effet de la croissance sur les inégalités de revenu, FE

VARIABLES	Gini index (1)	Gini index (2)	Gini index (3)	Gini index (4)	Gini index (5)
Gini, t-1	0.775*** (0.0560)	0.722*** (0.0697)	0.576*** (0.0722)	0.590*** (0.0776)	0.567*** (0.0616)
Taux de croissance du PIB par tête, t-1	-0.0864*** (0.0252)	-0.0682* (0.0399)	-0.104** (0.0479)	-0.117** (0.0441)	-0.117** (0.0504)
Inflation		7.44e-05*** (2.66e-05)	4.59e-05 (4.19e-05)	0.000104** (3.92e-05)	0.0293** (0.0128)
Terre arable		-0.0336 (0.0349)	-0.0188 (0.0337)	-0.00992 (0.0367)	0.0281 (0.0449)
Ruralisation		0.0446 (0.0669)	-0.136 (0.0835)	-0.159* (0.0791)	-0.143* (0.0752)
Valeur ajoutée agricole			-0.0744 (0.0456)	-0.0606 (0.0464)	-0.0640 (0.0383)
Taux de croissance de la population			-0.362 (0.231)	-0.520** (0.232)	-0.415* (0.243)
Indice du capital humain			-8.625*** (2.814)	-10.82* (5.576)	-9.849* (5.112)
Ouverture commerciale				-0.0176 (0.0196)	-0.0316 (0.0228)
Consommation gouvernementale par habitant				0.172* (0.0964)	0.181* (0.105)
IDE					-0.212** (0.0855)
Abonnements cellulaires mobiles pour 100 personnes					-0.00371 (0.0111)
Crédit bancaire au secteur privé					0.0209 (0.0292)
Constant	9.404*** (2.371)	9.287* (4.958)	46.09*** (11.34)	50.55*** (15.65)	47.41*** (13.57)
Dummy Years	No	No	No	No	Yes
Observations	322	193	149	148	143
R-squared	0.531	0.500	0.568	0.618	0.705
Number of id	94	58	44	44	42

Les valeurs entre parenthèse () sont les écarts types. *, ** et *** désignent une significativité à 10%, 5% et 1% respectivement.

Le tableau 4 rapporte les estimations des variables instrumentales qui traitent du biais induit par l'endogénéité de notre variable d'intérêt. Afin de s'assurer que les instruments ne sont pas faibles, nous rapportons la statistique de Wald F basée sur la statistique de Kleibergen & Paap, (2006) rk (rang) qui est supérieure à la statistique standard de Cragg & Donald (1993) en présence d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation. La pertinence des instruments est évaluée à l'aide du test Hansen des restrictions de sur-identification. Sur la base des valeurs de probabilité de Hansen, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle les

instruments ne sont pas corrélés avec les termes d'erreur et que les instruments exclus sont correctement exclus de l'équation estimée.

Les résultats de l'estimation de variables instrumentales (IV) prouvent encore une fois qu'il existe une association clairement négative entre la croissance économique et l'inégalité des revenus. Ce résultat reste très significatif après contrôle d'autres variables indépendantes. Ainsi, les conclusions que nous avons tirées des estimations MCO sont largement corroborées par les résultats des estimations de variables instrumentales (IV). Les principales différences entre les estimations des régressions MCO (tableaux 3) et les estimations des régressions IV (tableau 4) sont l'ampleur des coefficients d'estimations. En général, la taille estimée des coefficients basés sur les régressions IV est plus élevée (allant de 0,068 à 0,117 dans le tableau 2 et de 0,110 à 0,235 à dans le tableau 3). A titre illustratif, une augmentation de la croissance économique d'un point de pourcentage entraîne une réduction des inégalités de 0,870% (colonne 1). De ce fait, nos résultats avec les MCO et les variables instrumentales (IV) concordent avec ceux obtenus par Alesina & Rodrik (1994), Persson & Tabellini (1994), Clarke (1995) et Deininger et Squire (1998) selon lesquels une croissance économique élevée conduit à une réduction des inégalités.

Tableau 4: Effet de la croissance sur les inégalités de revenu, IV-FE

VARIABLES	Gini index (1)	Gini index (2)	Gini index (3)	Gini index (4)	Gini index (5)
Gini, t-1	0.712*** (0.115)	0.743*** (0.0994)	0.530*** (0.120)	1.004*** (0.117)	1.141*** (0.0686)
Taux de croissance du PIB par tête, t-1	-0.870*** (0.322)	-0.110** (0.0508)	-0.328* (0.181)	-0.309** (0.124)	-0.235** (0.107)
Inflation		3.50e-05 (3.96e-05)	0.000256* (0.000131)	0.000237*** (6.69e-05)	0.105*** (0.0375)
Terre arable		0.0612 (0.0591)	0.0232 (0.0665)	0.152* (0.0779)	0.142*** (0.0513)
Ruralisation		0.0727 (0.0515)	0.0680 (0.0813)	0.384*** (0.0907)	0.337*** (0.0786)
Valeur ajoutée agricole			-0.0833 (0.0528)	0.0954 (0.0877)	0.0588 (0.0605)
Taux de croissance de la population			0.229 (0.277)	1.566*** (0.522)	1.109* (0.605)
Indice du capital humain			-8.081*** (2.435)	-1.197 (8.128)	2.052 (5.118)
Ouverture commerciale				0.0475*** (0.0152)	0.0360*** (0.0133)
Consommation gouvernementale par habitant				0.645*** (0.239)	0.686*** (0.201)
IDE					0.113 (0.0693)

Abonnements cellulaires mobiles pour 100 personnes	0.0218*
	(0.0130)
Crédit bancaire au secteur privé	-0.00821
	(0.0218)

Estimation de première étape (1)

Taux de pluviométrie retardé d'une période (1)	-0.00027*	-0.0003*	-0.00037**	-0.00046**	-0.00048***
	(0.00015)	(0.00017)	(0.00018)	(0.000176)	(0.00018)
Dummy Years	No	No	No	No	No
R-squared	0.667	0.479	0.360	0.710	0.802
Hansen J-test p-values (OIR-test)	0.6879	0.2202	0.1534	0.3903	0.2377
Observations	245	144	108	54	52
Number of id	88	52	40	27	26

*Les valeurs entre parenthèse () sont les écarts types. *, ** et *** désignent une significativité à 10%, 5% et 1% respectivement. (1) On a juste présenté les résultats de la première étape de l'instrument pluviométrie sans les autres instruments (les valeurs retardées des variables de contrôle).*

4.2. Effets des institutions sur la capacité de la croissance dans la réduction des inégalités

Dans cette section, nous discutons de l'hypothèse selon laquelle la réactivité des inégalités de revenu à la croissance économique dépend de la qualité institutionnelle. Les résultats de régression issus de l'estimation de l'équation (2) sont présentés dans le tableau 5. Chaque variable institutionnelle est incluse, ainsi que son interaction avec la croissance économique. Comme précédemment, nous présentons les spécifications du panel sur un échantillon de moyennes sur cinq années non chevauchantes à l'aide de l'estimateur IV. L'instrumentation a été réalisée conformément à la procédure indiquée à la sous-section 3.

De même, les termes d'interaction sont instrumentés avec leurs valeurs retardées de deux périodes dans chaque équation du système. Encore une fois, les statistiques de diagnostic sont favorables. Comme le montre le tableau 5, les tests diagnostics de Fisher et Hansen sont favorables à la validité de nos instruments. Ainsi, nos résultats corroborent la prédiction selon laquelle la réactivité des inégalités de revenu à la croissance économique dépend du niveau de la qualité institutionnelle. La prise en compte de ces termes d'interaction ne modifie pas les résultats sur l'effet négatif de la croissance sur les inégalités de revenu dans les pays en développement. Le coefficient de la croissance économique retardé d'une période est négatif et statistiquement significatif aux niveaux conventionnels. Comme prévu, les coefficients estimés sont négatifs pour la corruption, stabilité politique et l'état de droit et non significatif pour voix et responsabilité. Les termes d'interactions entre la croissance économique avec le contrôle de la corruption, la stabilité politique et l'état de droit sont négativement et significativement égaux à 0.303, 0.191 et 0.143 respectivement (colonne 1, 2 et 3). Les résultats montrent que l'amélioration de la qualité des institutions contribue à améliorer l'effet

négalatif marginal de la croissance sur l'inégalité de revenu dans les pays en développement. Ainsi, cela suggère que l'effet négatif de la croissance économique sur les inégalités de revenu est plus prononcé pour les pays dotés d'institutions de haute qualité.

Ces résultats impliquent un effet économique important des institutions sur la réactivité des inégalités à l'amélioration de la croissance économique des pays en développement de notre échantillon. En termes d'impact, toutes choses étant égales par ailleurs, lorsque l'indice du contrôle de la corruption passe de 0,25 à 0,5 point de pourcentage (colonne 1), l'impact marginal de la croissance économique sur l'inégalité de revenu passe de -23,275 à -30,85³ soit une diminution des inégalités de revenu de 7,575 points de pourcentage. Pour la stabilité politique, l'effet marginal de la croissance sur la réduction des inégalités de revenu est de 4,775 points de pourcentage (colonne 2). Nos résultats confirment qu'en présence d'institutions de qualité, la croissance économique réduit davantage les inégalités, en permettant aux pauvres de profiter des fruits de la croissance. Ainsi, on peut conclure que la qualité des institutions renforce l'influence de la croissance sur la réduction des inégalités de revenu dans les pays en développement. En ce qui concerne les variables de contrôle, il est clair que l'ampleur et les signes des estimations des coefficients concordent avec ceux de nos régressions de référence présentées aux tableaux 3 et 4. Globalement, le niveau initial des inégalités, l'inflation, la part des terres arables, la ruralisation, la croissance de la population, l'ouverture commerciale et les dépenses publiques ont une incidence positive et significative sur les inégalités de revenu. En revanche, le développement financier a un impact négatif sur les inégalités de revenu.

³ $\frac{\partial Gini}{\partial croissance} = -0.157 - 0.303 * Corruption$

Tableau 5 : Rôle de la qualité des institutions sur l'effet de la croissance sur les inégalités de revenu

VARIABLES	Gini index (1)	Gini index (2)	Gini index (3)	Gini index (4)
Taux de croissance du PIB par tête, t-1	-0.157* (0.0891)	-0.266*** (0.0558)	-0.187*** (0.0400)	-0.115** (0.0584)
Taux de croissance du PIB par tête, t-1* Control	-0.303* (0.161)			
Corruption	1.869** (0.929)			
Contrôle de Corruption				
Taux de croissance du PIB par tête, t-1* stabilité		-0.191** (0.0816)		
politique		1.117*** (0.432)		
Stabilité politique				
Taux de croissance du PIB par tête, t-1* Etat de droit			-0.143* (0.0794)	
Etats de droits			1.816*** (0.459)	
Taux de croissance du PIB par tête, t-1*Voix et				0.113 (0.0760)
Responsabilité				-0.937** (0.450)
Voix et Responsabilité				
Gini, t-1	1.043*** (0.0760)	0.992*** (0.0606)	1.007*** (0.0415)	1.017*** (0.0596)
Inflation	0.139*** (0.0462)	0.146*** (0.0451)	0.116*** (0.0274)	0.106*** (0.0334)
Terre arable	0.0866** (0.0358)	0.0792*** (0.0251)	0.162*** (0.0342)	0.0795*** (0.0285)
Ruralisation	0.334*** (0.103)	0.260*** (0.0630)	0.350*** (0.0451)	0.135*** (0.0514)
Valeur ajoutée agricole	-0.0208 (0.0937)	-0.0546 (0.0910)	-0.000473 (0.0447)	0.173** (0.0683)
Taux de croissance de la population	1.803*** (0.427)	2.204*** (0.539)	1.539*** (0.231)	1.084** (0.464)
Indice du capital humain	7.043 (8.829)	10.60 (8.429)	3.672 (4.626)	-6.788 (5.861)
Ouverture commerciale	0.0128 (0.0295)	0.0399 (0.0251)	0.0385* (0.0204)	0.0784*** (0.0261)
Consommation gouvernementale par habitant	0.564** (0.234)	0.425* (0.219)	0.824*** (0.148)	0.804*** (0.163)
IDE	-0.0425 (0.0805)	-0.0887 (0.0611)	-0.0665 (0.0502)	-0.0154 (0.0588)
Abonnements cellulaires mobiles pour 100 personnes	0.00277 (0.00901)	-0.00123 (0.00775)	0.00631 (0.00483)	0.0124* (0.00643)
Crédit bancaire au secteur privé	-0.0508*** (0.0158)	-0.0837*** (0.0127)	-0.0586*** (0.00978)	-0.0560*** (0.0128)
R-squared	0.839	0.850	0.872	0.892
Hansen J-test p-values (OIR-test)	0.6440	0.4756	0.3375	0.1151
Observations	54	54	54	56
Number of id	27	27	27	28

Les valeurs entre parenthèse () sont les écarts types. *, ** et *** désignent une significativité à 10%, 5% et 1% respectivement.

Conclusion

Cet article a analysé les effets de la croissance économique sur les inégalités de revenu, en utilisant un échantillon de 94 pays en développement sur la période 1990-2014. En utilisant des spécifications en panel, ainsi que des méthodes d'estimation appropriées, nos résultats indiquent que la croissance économique exerce un impact fort et robuste sur la réduction des inégalités de revenu. En moyenne, une croissance économique plus forte est favorable à des niveaux plus faibles d'inégalités de revenu. Fait intéressant, la croissance économique a un effet plus marqué sur la réduction des inégalités de revenu en présence d'institutions de haute qualité.

Ainsi, nos résultats militent en faveur d'une place primordiale aux politiques d'intensification de la croissance (infrastructures, capital humain...) dans la conception des politiques distributives ou de réduction des inégalités de revenu. De ce fait, pour que la croissance réduise considérablement les inégalités dans les pays en développement, les décideurs politiques devraient adopter des politiques qui s'appuient sur la promotion des secteurs primaires et secondaires qui emploient plus de main d'œuvre mais actuellement contribuent moins à la croissance. Cependant, l'amélioration de la qualité des institutions constitue un préalable à la mise en place des politiques d'intensification de la croissance.

Références Bibliographiques

- Acemoglu, Daron. 2002. "Technical Change , and the Labor Inequality , Market." *Journal of Economic Literature* 40(1): 7–72.
- Acemoglu, Daron, and James A Robinson. 2002a. "Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution." *The Quarterly Journal of Economics* 117(4): 1231–94.
- . 2002b. "The Political Economy of the Kuznets Curve." *Review of Development Economics* 6(2): 203–2002.
- Ades, Alberto, and Rafael Di Tella. 1999. "Rents , Competition , and Corruption." *American Economic Review* 89(4): 982–93.
- Alderson, Arthur S., and Francois Nielsen. 1999. "Income Inequality, Development, and Dependence: A Reconsideration." *American Sociological Review* 64(4): 606–31.
- Alesina, Alberto, and Roberto Perotti. 1996a. "Income Distribution, Political Instability, and Investment. *European Economic Review*, 40(6), 1203-1228." *European Economic Review* 40(1996): 1203–28.
- . 1996b. "Income Distribution , Political Instability , and Investment." *European Economic Review* 40(1 996): 1203–28.
- Alesina, Alberto, and Dani Rodrik. 1994. "Distributive Politics and Economic Growth." *The Quarterly Journal of Economics* 109(2): 465–90.
- Anderson, Lisa R, Jennifer M Mellor, and Jeffrey Milyo. 2008. "Inequality and Public Good Provision : An Experimental Analysis." *The Journal of Socio-Economics* 37: 1010–28.
- Andres, Antonio R, and Carlyn Ramlogan-Dobson. 2011. "Is Corruption Really Bad for Inequality? Evidence from Latin America." *Journal of Development Studies* 47(7): 959–76.
- Azam, Jean-paul, Jean-claude Berthélemy, and Stéphane Calipel. 1996. "Risque Politique et Croissance En Afrique." *Revue économique* 47(3): 819–29.
- Banerjee, Abhijit V, and Esther Duflo. 2003. "Inequality and Growth : What Can the Data Say ?" *Journal of Economic growth* 8(3): 267–99.
- Banque Mondiale. 2000. *Le Développement Au Seuil Du XXI Siècle*.
- Bardhan, Ashok D E O, and David K Howe. 2001. "Globalization and Restructuring during Downturns : A Case Study of California." *Growth and Change* 32(2001): 217–35.
- Barro, Robert. 2000. "Inequality and Growth in a Panel of Countries." *Journal of Economic*

Growth 32(March): 5–32.

- Barro, Robert J. 1991. "ECONOMIC GROWTH IN A CROSS SECTION OF COUNTRIES." *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2): 407–443.
- Barro, Robert J, and Xavier Sala-i-Martin. 2004. *Economic Growth*. The MIT Pr. eds. Massachusettes Cambridge and England London.
- Bates, Robert H. 1988. "Contra Contractarianism: Some Reflections on the New Institutionalism." *Politics & Society* 16(2–3).
- Beck, Thorsten, and Ross Levine. 2004. "Stock Markets, Banks, and Growth: Panel Evidence." *Journal of Banking and Finance* 28(3): 423–42.
- Becker, Gary S et al. 1990. "Human Capital , Fertility , and Economic Growth." *Journal of Political Economy* 98(5).
- Benhabib, Jess, and M Spiegel. 1994. "The Role of Human Capital in Economic Development Evidence from Aggregate Cross-Country Data." *Journal of Monetary Economics* 1994(34): 143–73.
- Berrebi, Z. M., and Jacques Silber. 1987. "Dispersion , Asymmetry and the Gini Index of Inequality." *International Economic Review* 28(2): 331–38.
- Bjørnskov, Christian. 2010. "Do Elites Bene Fi t from Democracy and Foreign Aid in Developing Countries ?" *Journal of Development Economics* 92(2): 115–24.
- Brandolini, Andrea, and Nicola Rossi. 1995. *Rowth, Inequality and Social Institutions*.
- Brückner, Markus. 2012. "Economic Growth , Size of the Agricultural Sector , and Urbanization in Africa." *Journal of Urban Economics* 71(2012): 26–36.
- Camacho, Maximo, Gabriel Perez-quiros, and Lorena Saiz. 2006. "Are European Business Cycles Close Enough to Be Just One ?" *Journal of Economic Dynamics & Control* 30(2006): 1687–1706.
- Carmignani, Fabrizio. 2010. "The Economics of Growth." *Economic Record* 86(272): 2009–10.
- Chong, Alberto, and César Calderón. 2000. "Institutional Quality and Income Distribution." *Economic Development and Cultural Change* 48(4): 761–86.
- Chong, Alberto, and Mark Gradstein. 2007a. "Inequality and Institutions." *The Review of Economics and Statistics* 89(3): 454–65.
- . 2007b. "Inequality and Institutions." *Review of Economics and Statistics* 89(3): 454–65.
- Clarke, George R G. 1995. "More Evidence on Income Distribution and Growth." *Journal of*

Development Economics 47: 403–27.

Collier, Paul, and Jan Willem Gunning. 1999. “Why Has Africa Grown Slowly?” *Journal of Economic Perspectives* 13(3): 3–22.

Cragg, John G., and Stephen G. Donald. 1993. “Testing Identifiability and Specification in Instrumental Variable Models Author (s): John G . Cragg and Stephen G . Donald Published by : Cambridge University Press Stable URL : [Http://Www.Jstor.Org/Stable/3532477](http://www.jstor.org/stable/3532477) TESTING IDENTIFIABILITY AND SPECIFICAT.” *Econometric Theory* 9(2): 222–40.

Deininger, Klaus, and Lyn Squire. 1998. “New Ways of Looking at Old Issues: Inequality and Growth.” *Journal of Development Economics* 57(2): 259–87.

Dreher, Axel, and Noel Gaston. 2008. “Has Globalization Increased Inequality ?*.” *Review of International Economics* 16(3): 516–36.

Engerman, Stanley L, and Kenneth L Sokoloff. 2002. *FACTOR ENDOWMENTS, INEQUALITY, AND PATHS OF DEVELOPMENT AMONG NEW WORLD ECONOMIES*.

Forbes, kristin J. 2000. “A Reassessment of the Relationship Between Inequality and Growth.” *The American Economic Review* 90(4): 869–87.

Galor, Oded, and Joseph Zeira. 1993. “Income Distribution and Macroeconomics.” *The Review of Economic Studies* 60(1): 35–52.

Gradstein, Mark, and Branko Milanovic. 2004. “DOES LIBERTE=EGALITE? A SURVEY OF DOES LIBERTE THE EMPIRICAL LINKS BETWEEN DEMOCRACY AND INEQUALITY WITH SOME EVIDENCE ON THE TRANSITION ECONOMIES.” *JOURNAL OF ECONOMIC SURVEYS* 18(4): 515–37.

De Gregorio, J., and Jong-Wha Lee. 2002. “Education and Income Distribution: New Evidence from Cross-Country Data.” *Review of Income and Wealth* 48(3): 395–416.

Guillaumont, Patrick, Sylviane Guillaumont Jeanneney, and Jean-François Brun. 1999. “How Instability Lowers African Growth.” *Journal of African Economies* 8(1): 87–107.

Gupta, Sanjeev, Hamid Davoodi, and Rosa Alonso-Terme. 2002. “Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty ?” *Economics of Governance* 3: 23–45.

Gyimah-Brempong, Kwabena. 2002. “Corruption, Economic Growth, and Income Inequality in Africa.” *Economics of Governance* 2002(3): 183–209.

Hall, Robert E., and Charles I. Jones. 1999. “WHY DO SOME COUNTRIES PRODUCE SO MUCH MORE OUTPUT PER WORKER THAN OTHERS?” *Quarterly Journal of*

Economics 114(1): 83–116.

Herzer, Dierk, and Peter Nunnenkamp. 2012. “The Effect of Foreign Aid on Income Inequality: Evidence from Panel Cointegration.” *Structural Change and Economic Dynamics* 23(3): 245–55.

Hoff, Karla, and Joseph E. Stiglitz. 2004. “After the Big Bang? Obstacles to the Emergence of the Rule of Law in Post-Communist Societies.” *American Economic Review* 94(3): 753–63.

Hoff, Karla, and Joseph E Stiglitz. 2001. *Modern Economic Theory and Development*.

Jain, Arvind K. 2001. “CORRUPTION: A REVIEW.” *Journal of Economic Surveys* 15(1): 71–121.

Kaufman, Roger, and Ryan Watkins. 1996. “Costs-Consequences Analysis.” *Human Resource development quarterly* 7(1): 87–100.

Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi. 2004. *Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002*.

Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Pablo Zoido-lobatn. 1999. *Governance Miatters*.

Kaufmann, Daniel, and Paul Siegelbaum. 1996. “Privatization and Corruption in Transition Economies.” *Journal of International Affairs* 50(2).

Kleibergen, Frank, and Richard Paap. 2006. “Generalized Reduced Rank Tests Using the Singular Value Decomposition.” *Journal of Econometrics* 133(1): 97–126.

Knack, Stephen, and Philip Keefer. 1994. “Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation.” *The Quarterly Journal of Economics* 112(4): 1251–88.

———. 1997. “Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation.” *The Quarterly Journal of Economics* 112(4): 1251–88.

Kuznets, Simon. 1955. “Linked References Are Available on JSTOR for This Article :” *The American Economic Review* 45(1): 1–28.

Li, Hongyi, Lyn Squire, and Heng Fu Zou. 1998a. “Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality.” *Economic Journal* 108(446): 26–43.

———. 1998b. “Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality.” *Review of Development Economics* 2(3): 318–334.

Li, Hongyi, Lixin Colin Xu, and Heng-Fu Zou. 2000. “CORRUPTION, INCOME DISTRIBUTION, AND GROWTH.” *Economics and Politics* 12(2): 0954–1985.

Meltzer, Allan H, and Scott F Richard. 1981. “A Rational Theory of the Size of Government.” *Journal of Political Economy* 89(5): 914–27.

- Milanovic, Branko. 2003. "The Two Faces of Globalization : Against Globalization as We Know It." *World Development* 31(4): 667–83.
- Morrison, Alison. 2006. "A Contextualisation of Entrepreneurship." *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research* 12(4): 192–209.
- North, Douglass C. 1994. "The Historical Evolution of Politics." *International Review of Law and Economics* 1994(14): 381–91.
- Perotti, Roberto. 1996. "And Democracy : Income Distribution , Growth , What the Data Say." *Journal of Economic Growth* 1(2): 149–87.
- Persson, Torsten, and Guido Tabellini. 1994. "Is Inequality Harmful for Growth ?" *The American Economic Review* 84(3): 600–621.
- Rijckeghem, Caroline Van, and Beatrice Weder. 2001. "Bureaucratic Corruption and the Rate of Temptation : Do Wages in the Civil Service Affect Corruption , and by How Much ?" *Journal of Development Economics* 65(2001): 307–331.
- Rodrik, Dani. 1999. "Democracies Pay Higher Wages." *Quarterly Journal of Economics* CXIV(3): 707–38.
- Rose-ackerman, Susan. 1997. *The Role of the World Bank in Controlling Corruption*.
- Sahn, David E, and David C Stifel. 2003. "Urban – Rural Inequality in Living Standards in Africa." *Journal of African Economies* 12(4): 564–97.
- Sokoloff, Kenneth L, and Stanley L Engerman. 2000. "Institutions , Factor Endowments , and Paths of Development in the New World." *Journal of Economic Perspectives* 14(3): 217–32.
- Solt, Frederick. 2009. "Standardizing the World Income Inequality." *Social Science quarterly* 90(2): 1–16.
- . 2014. "The Standardized Income Inequality Database." *Working paper. SWIID Version 5.0, October 2014*.
- Sonin, Konstantin. 2003. "Why the Rich May Favor Poor Protection of Property Rights ☆." *Journal of Comparative Economics* 31(2300): 715–31.
- Tanzi, Vito, and Hamid Davoodi. 1997. *Corruption, Public Investment, and Growth*.
- Tavares, H, and Romain Wacziarg. 2001. "How Democracy Affects Growth." *European Economic Review* 45 45(2001).
- Tebaldi, Edinaldo, and Ramesh Mohan. 2010. "Institutions and Poverty." *Journal of Development Studies* 46(6): 1047–66.
- Venieris, Yiannis P ., and Dipak K . Gupta. 1986. "Income Distribution and Sociopolitical

Instability as Determinants of Savings : A Cross-Sectional Model.” *Journal of Political Economy* 94(4): 873–83.

Annexes

Tableau A1 : Liste des pays dans l'échantillon

N°	Pays	N°	Pays	N°	Pays
1	Albanie	37	Honduras	73	Sierra Leone
2	Algérie	38	Inde	74	Afrique du Sud
3	Arménie	39	Indonésie	75	Sri Lanka
4	Azerbaïdjan	40	Iran	76	St, Lucia
5	Bangladesh	41	Jordan	77	Soudan
6	Belarus	42	Kazakhstan	78	Swaziland
7	Belize	43	Kenya	79	Tadjikistan
8	Benin	44	Kirghizistan	80	Tanzanie
9	Bolivia	45	Lao PDR	81	Thaïlande
10	Bosnie Herzégovine	46	Lebanon	82	Tonga
11	Botswana	47	Lesotho	83	Tunisie
12	Brésil	48	Macédoine	84	Turquie
13	Bulgarie	49	Madagascar	85	Turkménistan
14	Burkina Faso	50	Malawi	86	Tuvalu
15	Burundi	51	Malaysia	87	Uganda
16	Cap vert	52	Mali	88	Ukraine
17	Cambodge	53	Mauritanie	89	Ouzbékistan
18	Cameroun	54	Maurice	90	Venezuela
19	Centrafrique	55	Mexico	91	Vietnam
20	Chine	56	Moldavie	92	Yémen
21	Colombie	57	Mongolie	93	Zambie
22	Costa Rica	58	Maroc	94	Zimbabwe
23	Cote d'Ivoire	59	Mozambique		
24	République Dominicaine	60	Namibie		
25	Equateur	61	Népal		
26	Egypte	62	Nicaragua		
27	Le Salvador	63	Niger		
28	Ethiopie	64	Nigeria		
29	Fiji	65	Pakistan		
30	Gambie	66	Paraguay		
31	Georgia	67	Pérou		
32	Ghana	68	Philippines		
33	Guatemala	69	Romania		
34	Guinée	70	Fédération de Russie		
35	Guinée-Bissau	71	Rwanda		
36	Guyane	72	Sénégal		

REVUE OUEST AFRICAINE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Analyse empirique des déterminants de la fuite de capitaux en provenance de la cote d'ivoire : le role de l'incertitude mondiale

Kuamvi SODJI

Analyse du potentiel de création d'emplois dans les industries sans cheminées au Burkina Faso

Habi KY

Influence de la mise en œuvre de la RSE sur l'engagement des salaires : quelle perception dans le contexte togolais ?

Kossi KAWEDIA YAKOUBOU

La perception de l'imposition fiscale par les producteurs locaux togolais

Pierre-Marius LAWSON-BODY

Volume 16 n°2 Décembre 2023



**Faculté des Sciences Economiques et
de Gestion
Université Cheikh Anta Diop**